

L'ORDRE NOUVEAU

ORGANE DES SEMAINES SOCIALES
Prix: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que
les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident
à créer ce qui mérite de vivre. — LES ÉVÊQUES DE FRANCE.

Montréal, 20 mai 1937
PREMIÈRE ANNÉE, No 16

A la lumière de l'encyclique
« Divini Redemptoris »

Les facteurs qui favorisent la diffusion du communisme

Pour enrayer l'avance du communisme, il faut connaître les causes qui favorisent partout sa pénétration. L'intrépide Pie XI évoque magistralement ces causes dans l'encyclique *Divini Redemptoris*. On peut les ramener à trois, dont découlent toutes les autres: l'audace et l'habileté des communistes, l'étourderie de notre époque, puis l'inorganisation des chrétiens.

L'audace des communistes n'a pas de bornes. Leur habileté est diabolique.

Quand on ose nier l'existence de Dieu en face d'un univers si merveilleux dans l'infiniment petit comme dans l'infiniment grand, on ne peut pas être bien scrupuleux pour le choix des moyens.

Les communistes ont promis au monde le paradis. Ils prétendent supprimer les abus présents, assurer une meilleure distribution des biens et améliorer le sort de tous ceux qui souffrent.

Une science toute matérialiste leur fournit les sophismes dont ils ont besoin pour tromper l'homme, cet être dont ils ignorent le principal élément constitutif: l'âme.

Il est vrai que la Russie, le Mexique et l'Espagne sont autant de témoins vivants qui opposent leurs ruines et leurs souffrances aux artificieuses promesses marxistes, mais cela ne suffit pas à ralentir la propagande communiste.

Et cette insidieuse propagande est accompagnée d'un travail d'organisation aussi habile que tenace. Le noyautage est un procédé très efficace, principalement lorsque la déchristianisation des esprits et la misère imméritée ont si bien préparé les masses populaires à accepter comme un moindre mal n'importe quelle utopie.

Et les communistes font flèche de tout bois. A l'occasion, ils savent tirer profit des rivalités de races et des conflits politiques. Souvent, ils se mêleront, sans en avoir l'air, aux mouvements les plus sains, pour les faire servir à leurs fins.



Audacieux et habiles, les communistes le sont extraordinairement. Le dynamisme de leur mystique est indéniable.

Les historiens ne donneront certainement pas tort à ceux qui déplorent l'étourderie de notre époque.

Le libéralisme, sévissant sous toutes ses formes, a jeté notre génération dans le plus profond et le plus triste désarroi. Dépourvu de boussole, le monde moderne ignore d'où il vient, où il est et où il va. Sa métaphysique est toute vaporeuse et ses aspirations sont folles.

Dans le domaine économique, il n'y a plus de place ni pour Dieu ni pour sa justice et sa charité. Voici comment S. Ém. le cardinal Villeneuve interprète ici la pensée du Pape sur les désastres causés par le libéralisme économique: « ... Un mal qu'il me coûte d'appeler par son nom, tant l'aveuglement même des bons est commun à ce propos: je veux dire le libéralisme économique, ce système qui a prévalu à peu près universellement en ces derniers siècles d'amasser des richesses chacun tant qu'il peut sans se soucier ni du caractère immoral ni des victimes de tels procédés. On a fait du travailleur une bête de somme, une machine vivante, sans âme, sans Dieu; on ne s'est soucié ni de lui accorder un dimanche, ni de lui faire entendre la parole du prêtre. »

Nous assistons à la plus authentique conspiration montée à la fois contre l'ordre et le bon sens: pendant que l'on édifiait une économie où le paupérisme devait fatalement s'étendre et s'aggraver, on refusait aux classes laborieuses les consolations spirituelles et les moyens de raisonner leur état. Peut-on trouver plus complète étourderie?

Les gouvernants se sont à peine montrés plus réfléchis que les gouvernés. Ils ont mis sur le même pied le communisme, qui est intrinsèquement mauvais, et le fascisme, qui est mauvais dans ses erreurs seulement, cela en vue de montrer comme seul juste milieu une démocratie qui ne sait pas faire le bien qu'elle voudrait accomplir et qui fait le mal qu'elle voudrait éviter. Même les meilleurs d'entre eux n'ont pas songé qu'entre le communisme et le fascisme il y a la doctrine sociale catholique, véritable juste milieu celle-là.

La déchéance du pouvoir sous la dépendance des hommes d'argent est une autre erreur qu'il faut mettre au compte de l'étourderie contemporaine. Les gouvernants auxquels manque la dignité de leur état devraient comprendre qu'ils sont eux-mêmes, plus que les démagogues, les démolisseurs de l'autorité civile.

On a empêché le peuple de voir toute la laideur du communisme, lorsque l'on a prodigué à tous vents, contre des adversaires ou des contradicteurs, les épithètes « communiste », « bolcheviste », « socialiste », etc. Gardons donc aux mots leur véritable sens: c'est le seul moyen de nous comprendre.

La presse mondiale, plus ou moins consciemment, a fait écho à la propagande communiste. En tout cas, bien rares sont les journaux qui ont mené des campagnes contre le caractère antireligieux du communisme, caractère beaucoup plus grave que la modification du régime de la propriété.

La radio elle-même, cette nouvelle-venue, n'a pas lutté suffisamment contre le « grand péril de notre époque ».

Au milieu de notre siècle étourdi, seule l'Église a parlé bon sens aussi bien que justice et charité. Nulle part on ne trouve comme dans les encycliques *Quadragesimo anno* et *Divini Redemptoris* des directives propres à remettre de l'ordre dans le monde et à donner du bonheur à ceux qui souffrent. Quelle belle application de la parole « Cherchez avant tout le royaume de Dieu, et le reste vous sera donné par surcroît »!

Et dire qu'il se trouve encore des gens pour prétendre que l'Église sacrifie les pauvres aux riches! Ces calomnieurs n'ont évidemment pas lu les grandes encycliques sociales.



Est-il besoin ici de démontrer l'inorganisation des chrétiens?

Quelle lutte ont entreprise les protestants contre le communisme?

Les catholiques, eux-mêmes, qu'ont-ils fait contre le communisme?

Seules les troupes d'Action catholique, serrées autour de la hiérarchie, ont accompli un travail de protection contre l'invasion de Moscou. Mais l'Action catholique, c'est nouveau. Tout le monde n'en est pas encore, hélas!

Pourtant, au front commun communiste, c'est le front de l'Action catholique qu'il faut opposer.

C'est pourquoi nous devons nous hâter d'organiser partout l'Action catholique, cette armée dont la présence est nécessaire dans tous les domaines où se trouvent des hommes et de l'activité à rechristianiser.

Eugène L'HEUREUX

A PROPOS DE SYNDICALISME

Le conflit dans l'industrie de la robe à Montréal est pratiquement terminé. Il n'a pas été réglé comme il aurait dû l'être. Les unions internationales en sont sorties victorieuses. Or, sauf la force, elles avaient tout contre elles: leurs idées subversives, leur dépendance de chefs étrangers, la rupture de leur contrat, etc.

Et même cette force brutale, l'autorité pouvait la mater. Comment donc expliquer la défaite des syndicats catholiques? La chose est simple: ils n'ont pas reçu l'appui qui leur était dû. Et si cet appui leur a manqué, c'est que la doctrine sociale catholique est encore trop ignorée d'un grand nombre, surtout parmi nos dirigeants.

Lors de la grève de Saint-Jean, S. Exc. Mgr Forget a lu en chaire, puis publié ensuite dans une circulaire adressée à ses prêtres, les points fondamentaux de l'enseignement de l'Église sur le syndicalisme. Ils sont contenus dans une lettre que la Sacrée Congrégation du Concile adressait le 28 août 1929 à S. Ém. le cardinal Liénart et qui fut approuvée par le Souverain Pontife.

Il serait curieux de savoir combien de catholiques dans notre province: hommes publics, avocats, industriels, ouvriers, connaissent cette lettre. Nous leur conseillons d'en faire la lecture le plus tôt possible. Elle leur sera utile à la prochaine occasion. L'École Sociale Populaire a publié cet important document avec quelques commentaires en une brochure de seize pages, sous le titre: « Une charte officielle du syndicalisme chrétien » (Collection de l'Œuvre des Tracts, No 127, 10 sous).

Le dimanche dans les pulperies

Parmi les méfaits du libéralisme économique, S. S. Pie XI signale dans son encyclique l'impossibilité, pour un bon nombre d'ouvriers, d'accomplir leurs devoirs religieux. On ne niera pas que cette triste situation existe ici. Des statistiques publiées la semaine dernière attestent que dans les pulperies et papeteries de la seule région du Saguenay six cent vingt-cinq hommes sont obligés de travailler le dimanche. Et S. Exc. Mgr Gauthier dénonçait récemment cette violation du principe dominical comme une de nos plaies vives.

De remède efficace à cet état de choses il semble bien n'y en avoir qu'un, à l'heure actuelle: la semaine de 132 heures, c'est-à-dire L'ARRET DE TOUT TRAVAIL DE PRODUCTION LE SAMEDI MIDI, ce qui laisse le reste de la journée pour les réparations et permet d'avoir un dimanche complètement libre.

Avec la Ligue du Dimanche, avec la Fédération des Pulperies et des Papeteries, avec de nombreuses associations catholiques, nous demandons au gouvernement provincial de décréter au plus tôt cette mesure de salut public.

L'ORDRE CORPORATIF EN SUISSE

par Julien LESCAZE

VII. — TRIBUNAUX PROFESSIONNELS OU MAGISTRATURE DU TRAVAIL

La corporation discute et adopte des conventions qui lient ses membres et dans certains cas, sous réserve de l'approbation de l'État, tous ceux qui appartiennent à la même profession. Mais ces conventions peuvent être, suivant les circonstances, l'objet, par les uns ou par les autres, de différentes interprétations et susciter des conflits. Il faut donc que, parallèlement à la création des corporations, se constituent des tribunaux professionnels appelés à « dire le droit » lorsque éclate une difficulté.

A l'heure actuelle déjà, ces tribunaux d'arbitrage fonctionnent dans les corporations privées et rendent d'immenses services. L'État a, du reste, compris la nécessité d'organiser une juridiction professionnelle, puisque dans de nombreux cantons suisses, des tribunaux de prud'hommes et des offices de conciliation ont été institués par la loi.

La corporation ne remplirait pas son rôle si elle ne prévoyait pas cette magistrature du travail devant laquelle pourront être appelés tous les conflits d'ordre professionnel.

La constitution de ces tribunaux ne soulève aucun obstacle. Composés d'un collège de trois juges, un juge employeur, un juge employé et un juge de carrière, ils fixeront, petit à petit, la jurisprudence pour les questions sociales et économiques, comme les tribunaux actuels créent la jurisprudence civile et pénale. Ils appliqueront ce « droit social » dont aujourd'hui déjà maints textes législatifs démontrent l'existence fragmentaire et que le développement des contrats collectifs rendra plus indépendant des autres catégories du droit. Les décisions des tribunaux professionnels auront force de loi pour

les deux parties, mais un droit d'appel à une cour fédérale professionnelle pourra être prévu. Cette cour fédérale peut être formée par un collège de trois ou de cinq juges, avec une représentation paritaire professionnelle et un juriste fonctionnant comme président.

Cette magistrature du travail nous paraît indispensable pour donner toutes garanties et toutes sécurités aux parties. Les conventions et les contrats ne resteront pas à la merci des conflits sociaux, mais seront sanctionnés par les décisions d'une juridiction professionnelle. Tant pour le monde patronal que pour le monde ouvrier, cette certitude d'éviter la grève ou le lock-out, dernières armes des luttes sociales qui ébranlent profondément tout le métier et laissent après elles des rancunes et des haines, contribuera, dans une très large mesure, à assurer la paix sociale, à transformer la conception et la mentalité de classes et à restaurer le sentiment de la solidarité professionnelle.

Les individus n'ont plus le droit de se faire justice eux-mêmes; pourquoi donc sur le terrain économique et social en resterait-on à la notion ancienne et barbare: « Œil pour œil, dent pour dent »?

VIII. — LES TÂCHES DES CORPORATIONS DE DEMAIN

L'ordre corporatif, comme nous venons de le définir, prend sa place dans le statut politique du pays sans bouleverser son équilibre. Il permet de résoudre les difficultés économiques et sociales entre les différentes catégories sociales et les intérêts professionnels qui s'affrontent aujourd'hui. Il crée le statut propre à l'existence de chaque corporation pour établir ensuite une cohésion

(A suivre à la page 4)

La propagande communiste en France

UN ÉTAT DANS L'ÉTAT

Sous le titre: «Le communisme en France», la Documentation catholique vient de publier un fort volume de 350 pages, bourré de faits et de statistiques. Nous extrayons de la préface écrite par M. Gustave Gautherot, professeur à l'Institut catholique de Paris et sénateur de la Loire-Inférieure, les lignes suivantes.

Que va devenir la civilisation chrétienne? Elle est attaquée par des principes qui, se développant depuis plusieurs siècles, aboutissent sous nos yeux à leurs ultimes conséquences. Aucune des révolutions antérieures n'a eu l'importance de celle qui, depuis 1917, précipite les catastrophes. Comme l'écrit le Souverain Pontife dans son encyclique du 19 mars 1937 sur le «communisme athée», «des peuples entiers sont exposés à retomber dans une barbarie plus affreuse que celle où se trouvait encore la plus grande partie du monde avant la venue du Rédempteur».

Ce qui se passe depuis vingt ans en Russie et depuis un an en Espagne suffit à caractériser cette barbarie communiste.

En France, le mal paraît encore limité: les militants bolchevistes ne dépassent guère le chiffre de 300,000; et le génie national demeure certainement rebelle aux théories de Marx et de Lénine... Mais les révolutions sont toujours l'œuvre de faibles minorités; en fait, le parti communiste exerce déjà une influence sans proportions avec ses effectifs; il souffle ses mots d'ordre à des millions d'hommes; il progresse avec une surprenante rapidité; grâce aux artifices du Front Populaire, il domine le gouvernement lui-même. La question est de savoir si, renouvelant le coup de la Terreur jacobine, il ne va point nous imposer sa totale dictature.

Comment y parviendrait-il? Par les moyens d'une organisation et d'une propagande extraordinairement puissantes et habiles...

L'analyse de la structure du parti et des moyens employés pour «noyauter» les entreprises et entraîner vers le marxisme les générations nouvelles nous explique comment les 25,000 cotisants de 1929 atteignaient le 14 octobre 1936 le chiffre de 274,535, sans compter 96,535 jeunes communistes; comment les 785,870 électeurs communistes de 1932 sont devenus 1,494,337 en 1936.

C'est un «État dans l'État» qui est créé avec sa «discipline de fer», ses cadres, ses milices, son fanatisme, — un fanatisme qui, considérant l'idée divine et les traditions nationales et humaines les plus essentielles comme les ennemis à abattre, a déjà couvert d'immenses régions de sang et de ruines.

Pour mieux réussir, le loup s'est fait berger: «Sous divers noms qui ne font même pas allusion au communisme, observe l'encyclique du 19 mars, ils (les chefs du communisme) fondent des associations et des revues dont le but est de faire pénétrer leurs idées en des milieux dont l'accès leur eût été difficile autrement; bien plus, ils tentent avec perfidie de s'infiltrer jusqu'en des associations franchement catholiques et religieuses...»

Il est temps de repousser l'assaillant. Les anticommunistes — c'est-à-dire tous les Français qui entendent échapper à la mortelle tyrannie — sont incomparablement les plus nombreux. Mais ils ne vaincront qu'à condition de voir clairement le péril, de s'unir contre lui et de reconstruire ensuite la Cité sur les principes dont l'abandon nous a poussés au bord de l'abîme.

Plus d'agitation, plus de propagande encore!

L'Internationale communiste publie sous ce titre un article qui mérite la plus grande attention; on y trouve résumées les expériences faites et les nouvelles directives pour la campagne de propagande et d'agitation que les agents de Moscou développent actuellement avec un rare acharnement en Europe occidentale.

«Faire de la propagande et encore de la propagande, utiliser réellement toutes les possibilités de communiquer nos idées aux masses... Renforcer quantitativement et qualitativement notre propagande, écrire plus de livres, plus de brochures, plus de revues, des livres meilleurs, des brochures meilleures, telle est une des conditions préalables d'une lutte efficace», c'est ainsi que commence l'article.

L'Internationale communiste insiste ensuite, dans un chapitre intitulé «A qui parlons-nous, pour qui écrivons-nous?» sur le fait «qu'il ne s'agit pas seulement de dire quelque chose de juste, il faut le dire aussi de façon que cela agisse immédiatement». «Méditer le quoi, mais plus encore le comment», tel est le mot d'ordre. Le chapitre suivant réclame des agitateurs communistes un «nouveau langage» répondant à la nouvelle tactique du «front populaire». «En quoi consiste ce nouveau langage? C'est que nos camarades français parlent vraiment le langage de leur peuple,

du peuple français, le langage de son grand passé, de Voltaire, de Diderot, de la Révolution, le langage de sa vie présente!» Ce langage, remarque à juste titre *L'Internationale communiste*, s'apprend au contact direct du peuple, dans la lutte.

«Réagir à tout et réagir rapidement», tel est aussi l'ordre que le Komintern donne à ses agents. Il remarque judicieusement que «dans des moments déterminés, une question en apparence secondaire, un procès scandaleux, une question de drapeau, la représentation d'un film, etc., peut émouvoir les masses plus directement qu'une nouvelle taxe douanière sur le blé». Il faut, par ailleurs, que les «mots d'ordre soient immédiatement intelligibles aux masses, qu'ils répondent à leurs désirs les plus profonds».

Les deux derniers chapitres de l'article en question sont intitulés «Répondre à toutes les questions brûlantes. Réfuter tous les arguments de l'adversaire» et «Appel à la raison et aux sentiments». Comme les chapitres précédents, ils renferment une série d'indications précises, basées sur l'expérience, que l'on ferait bien de méditer dans le camp national. Voici enfin la conclusion:

«Pensons à ces hommes nouveaux qui nous écoutent et parlons une langue nouvelle, qui ne soit pas seulement compréhensible, mais émouvante aussi.» «Grandes sont nos tâches, grandes sont nos possibilités. Pour accomplir ces tâches et épuiser ces possibilités, il nous faut accentuer et renforcer à l'extrême notre propagande.»

Bercés par les nouvelles formules équivoques de la propagande communiste, désireux de croire à tout prix à une évolution des soviets, trop de gens ne savent pas discerner, derrière ces barrages de fumées, les troupes communistes qui marchent de plus en plus résolument à la conquête du pouvoir.

LES DIRECTIVES

au VII^e congrès

La première chose qui doit être faite, par quoi il est nécessaire de commencer, c'est de créer le front unique, d'établir l'unité d'action des ouvriers dans chaque entreprise, dans chaque rayon, dans chaque région, dans chaque pays, dans le monde entier. L'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale, voilà l'arme puissante qui rend la classe ouvrière capable non seulement de se défendre avec succès, mais aussi de passer avec succès à la contre-offensive contre le fascisme, contre l'ennemi de classe.

N'est-il pas clair que l'action commune des adhérents aux partis et organisations des deux internationales — de l'Internationale communiste et de la II^e Internationale — faciliterait la riposte des masses à la poussée fasciste et augmenterait le rôle politique de la classe ouvrière?

L'action commune des partis des deux internationales contre le fascisme ne se bornerait pas, toutefois, à influencer leurs partisans actuels, les communistes et les social-démocrates; elle influerait puissamment sur les rangs des ouvriers catholiques, anarchistes et inorganisés, même sur ceux d'entre eux qui sont devenus momentanément les victimes de la démagogie fasciste.

Bien plus, le puissant front unique du prolétariat exercerait une influence énorme sur toutes les autres couches du peuple travailleur, sur la paysannerie, sur la petite bourgeoisie citadine, sur les intellectuels. Le front unique inspirerait aux couches hésitantes la foi dans la force de la classe ouvrière.

Organismes de classe

Il serait insuffisant de se contenter simplement de conclure un pacte d'action commune et de créer des commissions de contact composées des partis et organisations participant au front unique. Ce n'est que le premier pas. Le pacte est un moyen auxiliaire pour réaliser des actions communes, mais, par lui-même, il n'est pas encore le front unique. La commission de contact entre les directions respectives des partis communiste et socialiste est nécessaire pour faciliter la réalisation d'actions communes, mais, par elle-même, elle est loin d'être suffisante pour déployer réellement le front unique, pour entraîner les plus grandes masses dans la lutte contre le fascisme.

Les communistes et tous les ouvriers révolutionnaires doivent travailler à la création d'organismes de classe, hors parti, de front unique, dans les entreprises, parmi les chômeurs dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens des villes et dans les villages, organismes élus (et dans les pays de dictature fasciste choisis parmi les participants les plus autorisés du mouvement du front unique). Seuls des organismes de cette sorte pourront englober aussi dans le mouvement du front unique l'énorme masse inorganisée des travailleurs, pourront contribuer au développement de l'initiative des masses dans la lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la réaction, et, sur cette base, à la création d'un large actif ouvrier nécessaire pour le front unique, à la formation de centaines et de milliers de bolcheviks sans parti dans les pays capitalistes.

L'action commune des ouvriers organisés, tel est le début, telle est la base. Mais nous ne devons pas laisser échapper de notre champ visuel le fait que les masses inorganisées constituent la majorité écrasante des ouvriers. Ainsi, en France, le nombre des ouvriers organisés — communistes, socialistes, membres des syndicats de différentes tendances — n'atteint au total qu'un million environ, tandis que le nombre total des ouvriers est de 11 millions. En Angleterre, les syndicats et les partis de toutes tendances comptent environ 5 millions d'adhérents. Or, le nombre de tous les ouvriers est évalué à 14 millions. Aux États-Unis d'Amérique, il y a environ 5 millions d'ouvriers organisés; tandis que le nombre total des ouvriers y est de 38 millions. Le même rapport existe à peu près dans plusieurs autres pays. En temps «normal», cette masse reste, dans son ensemble, en dehors de la vie politique. Mais maintenant, cette masse gigantesque se met toujours plus en mouvement, est entraînée et intervient dans la vie et dans l'arène politiques.

La création d'organismes de classe en dehors des partis est la meilleure forme pour réaliser, élargir et consolider le front unique au plus profond des grandes masses. Ces organismes seront aussi le meilleur rempart contre toutes les tentatives des adversaires du front unique de violer l'unité d'action qui s'établit au sein de la classe ouvrière.

L'unité syndicale

Le travail dans les syndicats est la question la plus brûlante pour tous les partis communistes. Nous devons obtenir un tournant réel dans le travail syndical, en plaçant au centre le problème de la lutte pour l'unité syndicale.

Il y a déjà dix ans le camarade Staline nous disait:

«En quoi consiste la force de la social-démocratie en Occident?

«En ce qu'elle s'appuie sur les syndicats.

«En quoi consiste la faiblesse de nos partis communistes en Occident?

«En ce qu'ils ne se sont pas encore soudés, et certains éléments de ces partis communistes ne veulent pas se souder, avec les syndicats.

«C'est pourquoi la tâche fondamentale des partis communistes d'Occident, au moment actuel, consiste à déployer et à mener jusqu'au bout la campagne pour l'unité du mouvement syndical; tous les communistes sans exception doivent adhérer aux syndicats, y engager un travail patient, systématique en vue de grouper la classe ouvrière contre le Capital et de faire en sorte que les partis communistes puissent s'appuyer sur les syndicats.»

Cette directive du camarade Staline a-t-elle été accomplie? Non, camarades, elle n'a pas été accomplie.

Nous nous affirmons résolument pour le rétablissement de l'unité syndicale dans chaque pays et à l'échelle internationale, nous sommes pour le syndicat unique dans chaque industrie;

Nous sommes pour l'unification syndicale dans chaque pays;

Nous sommes pour l'unification syndicale internationale par industries;

Nous sommes pour une Internationale syndicale unique sur la base de la lutte de classes;

Nous sommes pour les syndicats de classe unique.

Le temps presse. Pour nous, le problème de l'unité du mouvement syndical, tant à l'échelle nationale qu'internationale, est le problème de la grande œuvre d'unification de notre classe dans de puissantes organisations syndicales uniques contre l'ennemi de classe...

Nous recommandons, dans les pays où existent de petits syndicats rouges, de travailler à leur adhésion aux grands syndicats réformistes, en revendiquant la liberté de défendre leurs opinions et la réintégration des exclus; et dans les pays où existent parallèlement de grands syndicats rouges et réformistes, de convoquer un congrès d'unification sur la base d'une plate-forme de lutte contre l'offensive du Capital et de la garantie de la démocratie syndicale.

Le front unique de la jeunesse

Parlant des jeunes, nous devons déclarer ouvertement: nous avons dédaigné la tâche qui nous incombait d'entraîner les masses de la jeunesse travailleuse dans la lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la menace de guerre; nous avons dédaigné ces tâches dans plusieurs pays. Nous avons sous-estimé l'importance énorme de la jeunesse dans la lutte contre le fascisme. Nous n'avons pas toujours tenu compte des intérêts particuliers, économiques, politiques et culturels de la jeunesse. Nous n'avons pas, non plus, prêté l'attention voulue à l'éducation révolutionnaire des jeunes.

Nos unions communistes de jeunes, dans une série de pays capitalistes, sont encore jusqu'à présent des organisations principalement sectaires, détachées des masses. Leur faiblesse fondamentale consiste en ce qu'elles s'efforcent encore de copier les Partis com-

L'ORDRE NOUVEAU

Bulletin bi-mensuel de doctrine et d'action sociale

publié par

LES SEMAINES SOCIALES et L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction: 1961, rue Rachel Est

Administration: 4260, rue de Bordeaux MONTRÉAL

Le numéro: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

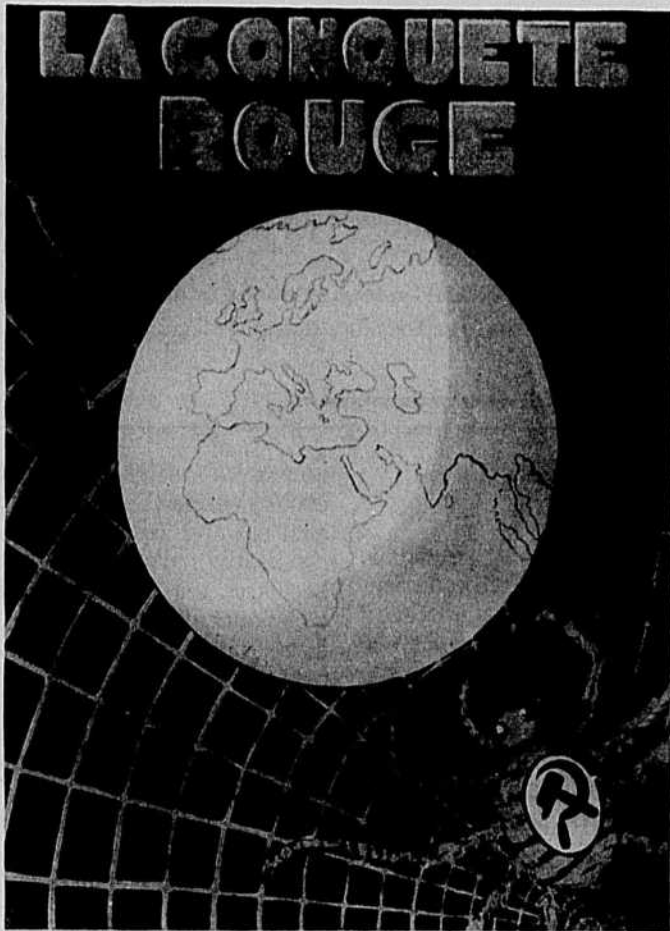
DE DIMITROV

international

munistes, leurs formes et méthodes de travail, oubliant que les J. C., ce n'est pas le Parti communiste de la jeunesse. Elles ne tiennent pas suffisamment compte du fait que c'est une organisation qui a ses propres tâches particulières. Ses méthodes et ses formes de travail, d'éducation et de lutte doivent être adaptées au niveau concret et aux aspirations de la jeunesse.

La tâche principale du mouvement communiste de la jeunesse dans les pays capitalistes est de marcher hardiment dans la voie de la réalisation du front unique, dans la voie de l'organisation et du groupement de la jeune génération travailleuse. Les exemples de la France et des États-Unis, dans

les chômeuses, les paysannes et les ménagères. Et cependant, si le fascisme frustre les jeunes plus que tous les autres, il asservit la femme d'une façon particulièrement impitoyable et cynique en jouant avec les sentiments les plus douloureux de la mère, de la ménagère, de l'ouvrière seule, incertaines du lendemain. Le fascisme, en feignant de jouer le rôle de bienfaiteur, jette de misérables aumônes à la famille affamée, cherchant à étouffer ainsi l'amertume que provoque, surtout chez les femmes travailleuses, l'esclavage inouï que leur apporte le fascisme. Il chasse les ouvrières de la production. Il expédie de force les jeunes filles nécessaires à la campagne, en les vouant à la position de domestiques gratuites chez les koulaks et les propriétaires fonciers.



ces derniers temps, montrent l'influence énorme qu'exercent sur le mouvement révolutionnaire de la jeunesse même les premiers pas faits dans cette voie. Dans ces pays, il a suffi de procéder à la réalisation du front unique pour qu'aussitôt des succès considérables soient enregistrés. Dans le domaine du front unique international, ce qui mérite de retenir également notre attention c'est l'heureuse initiative réalisée par le comité parisien pour la lutte contre le fascisme et la guerre quant à la collaboration internationale de toutes les organisations non fascistes de la jeunesse.

Ces démarches heureuses faites ces derniers temps dans le mouvement du front unique des jeunes montrent aussi que les formes du front unique des jeunes ne doivent pas être appliquées suivant un modèle stéréotypé; elles ne doivent pas être nécessairement les mêmes que celles pratiquées par les partis communistes. Les unions de Jeunes communistes doivent tendre, par tous les moyens, au groupement des forces de toutes les organisations de masse non fascistes de la jeunesse, allant même jusqu'à créer des organisations communes de toute sorte, pour la lutte contre le fascisme, contre l'absence de droits inouïs et la militarisation de la jeunesse, pour les droits économiques et culturels de la jeune génération, pour le ralliement aux côtés du front antifasciste de cette jeunesse, où qu'elle soit: dans les entreprises, dans les camps de travail forcé, dans les Bourses du travail, dans les casernes et la flotte, dans les écoles ou les diverses organisations sportives, culturelles et autres.

Développant et renforçant les J. C., nos jeunes communistes doivent travailler à la création d'associations antifascistes, d'unions communistes et socialistes de jeunes, sur la plate-forme de la lutte de classes.

Le front unique et les femmes

Camarades, une sous-estimation non moindre qu'à l'égard des jeunes s'est manifestée envers le travail à mener parmi les femmes travailleuses, parmi les ouvrières,

Tout en promettant à la femme un foyer familial heureux, il la pousse, comme aucun autre régime capitaliste, dans la voie de la prostitution.

Les communistes et, avant tout, nos femmes communistes, ne doivent pas oublier qu'il ne peut y avoir de lutte victorieuse contre le fascisme et contre la guerre, sans l'intégration dans cette lutte des grandes masses féminines. Or, pour arriver à cela, l'agitation seule ne suffit pas. En tenant compte de toute situation concrète, nous devons trouver la possibilité de mobiliser la masse des femmes travailleuses autour de leurs intérêts quotidiens et de leurs revendications; dans la lutte pour les revendications: contre la vie chère, pour le relèvement des salaires sur la base du principe « salaire égal à travail égal », contre les licenciements en masse, contre toute manifestation de leur inégalité et de leur asservissement au fascisme.

Visant à entraîner les femmes travailleuses dans le mouvement révolutionnaire, nous ne devons pas craindre, dans ce but, là où cela sera nécessaire, de créer aussi des organisations féminines distinctes. Le préjugé suivant lequel il est nécessaire de liquider dans les pays capitalistes les organisations féminines placées sous la direction des partis communistes, au nom de la lutte contre le « séparatisme féminin » dans ce mouvement ouvrier, ce préjugé a bien souvent causé un grand préjudice.

Il importe de trouver les formes les plus simples, les plus souples, permettant d'établir un contact et la lutte commune des organisations féminines antiguerrières et antifascistes révolutionnaires, social-démocrates et progressistes. Nous devons, coûte que coûte, faire en sorte que les ouvrières et les femmes travailleuses luttent, épaule contre épaule, avec leurs frères de classe dans les rangs du front unique de la classe ouvrière et du front populaire antifasciste.

La propagande communiste au Canada

FAITS ET CHIFFRES

Le Parti communiste canadien compte actuellement environ 11,000 à 12,000 membres inscrits, dont 880 à Montréal.

Son organisation est divisée en dix districts ou sections: Provinces maritimes, Québec, Ontario-Sud, Ontario-Nord, Ontario-Ouest, Ontario-Centre, Alberta, Manitoba, Saskatchewan, Colombie.

Ses chefs mènent une propagande très active. Ils multiplient les réunions publiques et les conférences, — des écoles spéciales voient à la formation des propagandistes, — ils répandent aussi à travers tout le pays, gratuitement ou à un prix minime, des publications de toute sorte. Quarante journaux communistes circulent au Canada, dont une vingtaine, en différentes langues, imprimés ici.

Le principal est le *Daily Clarion*, quotidien de Toronto, à huit pages. Une souscription lui a rapporté l'an dernier \$15,000. Il a envoyé en Russie un correspondant dont il reçoit des chroniques régulières. Un autre est parti récemment pour l'Espagne et, chaque semaine, on peut l'entendre à la radio s'adresser de Madrid aux Canadiens.

A l'occasion du 1^{er} mai, le *Daily Clarion* a publié un numéro spécial de vingt pages, abondamment illustré, contenant plusieurs messages de félicitations, dont un de J.-L. Lewis, l'organisateur du C. I. O., et une étude, ornée de portraits de Papineau et de William Lyon Mackenzie, sur la rébellion de 1837, que le Parti communiste exploite en sa faveur.

Un hebdomadaire de langue française, *Clarté*, est publié à Montréal. Ses principaux rédacteurs sont Jean Péron, ingénieur français actuellement en voyage d'études en U. R. S. S., et Stanley Ryerson, alias Roger, né à Toronto et ancien étudiant de la Sorbonne.

On cite souvent des chiffres élevés pour indiquer le nombre de communistes au Canada. Ainsi on parle de 60,000 pour Montréal seulement. Ce sont là des exagérations manifestes, à moins qu'on veuille entendre par le mot communiste non plus ceux qui adhèrent au Parti, mais tous ceux qui s'en rapprochent de quelque façon: les mécontents, les anticléricaux, les impies. Mais comment les dénombrer même approximativement?

Il est certain qu'au Canada comme ailleurs, à côté des communistes reconnus, il y a les « sympathisants » qui, sans s'être enrôlés dans leurs rangs, partagent bon nombre de leurs idées, soit socialistes soit antireligieuses, et subissent leur influence. Les résultats des dernières élections municipales dans l'Ontario et les provinces de l'Ouest ont prouvé qu'ils étaient nombreux.

Le petit nombre d'ailleurs de ceux que groupe le Parti ne devrait pas nous faire illusion sur sa puissance. Les communistes russes n'étaient qu'une poignée et ils ont réussi à soviétiser leur vaste pays. Et ils essaient maintenant de conquérir le monde.

Illégalité de la grève d'occupation au Canada

En réponse à une interpellation aux Communes canadiennes, le ministre de la Justice, M. Ernest Lapointe, a déclaré:

« On ne laissera pas s'implanter chez nous la méthode des grèves d'occupation. Les autorités provinciales, on ne l'ignore pas, sont chargées de l'administration de la justice et en sont exclusivement responsables. Mais le gouvernement fédéral est disposé à mettre en œuvre toutes les ressources et tous les moyens à sa disposition, dans la limite des pouvoirs que lui confère la loi, en vue de restreindre au Canada cette façon illégale de procéder et même de la supprimer. »

A la législature ontarienne, le premier ministre provincial, M. Mitchell Hepburn, s'est élevé lui aussi fortement contre la grève d'occupation. Ceux qui recourent à un tel procédé, a-t-il déclaré, se rendent coupables de violation de la propriété, chose défendue par la loi.

Rendant jugement dans une instance en violation de la propriété contre cinquante-six personnes accusées d'avoir occupé illégalement une fonderie à Point-Edward, le magistrat O. S. Woodrow, de Sarnia (On-

tario), déclara que de tels procédés ne pouvaient être tolérés. Il imposa amende à l'un des incriminés et suspendit la sentence pour les autres.

A l'ouverture de la session de la Cour suprême de l'Ontario, M. le juge A. C. Kingston fit une déclaration semblable et qualifia ces grèves d'« absolument illécites ».

Dans deux cas seulement, mais sans succès, le recours à la grève d'occupation a été tenté au Canada. On signale cependant quelques cas où les grévistes occupèrent les locaux de travail jusqu'à ce qu'ils reçurent ordre d'évacuation le même jour, notamment à l'occasion d'un conflit dans une fabrique de roues à Windsor (Ontario), en décembre 1936, alors que la police, invitée à intervenir, expulsa les grévistes.

Les grévistes d'une fonderie de Point-Edward (Sarnia) furent chassés de l'établissement par d'autres travailleurs. A Calgary, des travailleurs en salaison en grève occupèrent l'établissement sept jours, mais furent finalement mis en arrestation et poursuivis sous l'accusation de « possession illégale de propriété ». (D'après la *Gazette du Travail*, mars 1937.)

Un conflit chez les internationaux

Une bombe a éclaté au Conseil des Métiers et du Travail d'Hamilton, le 7 mai dernier, lorsque l'organisateur de la Fédération Américaine du Travail dans la province d'Ontario, John Noble, communiqua un message du président général William Green, demandant l'expulsion du Conseil de toutes les unions affiliées au « Committee for Industrial Organisation » (C. I. O.).

Le conflit est aigu aux États-Unis entre les deux groupes, mais de puissantes influences s'exerçaient au Canada pour qu'ils marchent la main dans la main et jusqu'ici elles avaient réussi. Le geste de John Noble à Hamilton est le premier vers la séparation et même la lutte. Il sera intéressant de

suivre ses répercussions et de voir s'il se répétera ailleurs.

Le *Daily Clarion* prend le parti du C. I. O. et blâme fortement Green et Noble pour leur intervention. Il fait un chaleureux appel à l'union absolument nécessaire pour obtenir la libération de la classe ouvrière.

Pour commémorer les encycliques

Une grande manifestation populaire, organisée par le Comité des Œuvres catholiques, a eu lieu à Montréal le 16 mai pour célébrer l'anniversaire des encycliques *Reverentiarum novarum* et *Quadragesimo anno*.

Une immense foule, composée surtout d'ouvriers, a acclamé les orateurs ecclésiastiques et laïcs qui ont exposé ce que l'Église a prêché et fait pour le relèvement du prolétariat, alors que le communisme n'a abouti qu'à l'asservir davantage.

VIII. — Transformation du socialisme

PREMIER PLAN

Socialisme: mot compréhensif, désignant les nombreux mouvements d'idées qui cherchent à établir une parfaite égalité entre les hommes, surtout au point de vue économique, par l'abolition de la propriété privée, principalement quant aux biens de production.

Systèmes qui varient avec les pays, les chefs d'école. Au temps de *Rerum novarum*, malgré des divergences accidentelles, le socialisme était substantiellement un. Aujourd'hui, deux grands courants le divisent:

— le socialisme violent, pseudo-scientifique, révolutionnaire, qui se réclame de Marx et prétend se réaliser en Russie; il s'appelle communisme.

— le socialisme modéré, qui, pour une juste répartition des biens de la terre, veut donner à l'État ou à des coopératives de consommateurs un domaine souverain, plus ou moins étendu, sur les propriétés particulières.

Nous partagerons en trois parties l'étude de cette question.

A) Théories communistes, exposé et réfutation.

B) Le communisme en Russie, au Canada.

C) Le socialisme modéré.

PLAN D'ÉTUDE

A) Théories communistes

Exposé

Auteur: Karl Marx (1818-1883), de race juive, né à Trèves, a vécu surtout en Angleterre dont il a observé la vie économique et sociale à un moment de grande misère prolétarienne; il présente sa doctrine dans le *Capital*. Lénine la commentera et développera.

■ Principes de base

1. — *le matérialisme:* seule, la matière existe, tout est matière, même l'esprit humain, la pensée, la conscience; donc, plus de libre arbitre, plus de morale, plus d'éternité.

2. — *le matérialisme historique:* la vie des peuples est régie par leur évolution économique, par l'organisation diverse des forces productives matérielles.

3. — *la plus-value:* la valeur d'échange d'un objet lui vient uniquement de la somme de travail cristallisé en lui; toute cette valeur appartient donc à l'ouvrier; le bénéfice du capital ne peut être formé que d'une part de travail non payée à l'ouvrier.

4. — *la religion: opium du peuple,* instrument de règne de la bourgeoisie capitaliste, un mensonge.

5. — *la lutte des classes:* perpétuel conflit entre riches et pauvres, maîtres et esclaves, capitalistes et prolétaires; le nombre des premiers diminue toujours, l'autre augmente; à la fin, le nombre l'emportera sur l'or. Est moral tout ce qui favorise ce triomphe. Fatalement, tôt ou tard, instauration de la société prolétarienne, communiste.

■ Caractéristiques de la cité communiste

1. — abolition de la propriété privée.
2. — suppression du profit personnel.
3. — le travail, pas une marchandise, mais condition de vie: *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins;* les hommes, tous égaux.

4. — plan précis de production pour établir un équilibre de consommation.

5. — disparition de l'État, avec son administration, sa police, son armée, sa coercition organisée; les hommes observeront sans contrainte les règles de la vie sociale.

6. — disparition des frontières internationales: la révolution sera universelle et les intérêts communs des prolétaires de tous pays les rapprocheront pour former la Fédération mondiale des Républiques soviétiques.

7. — le citoyen communiste: un être sans religion, un sans-famille, un être grégaire, sans individualité, qui peine pour assurer un confort matériel, le sien et celui de tous.

Réfutation

■ Principes fondamentaux

1. — la philosophie prouve la spiritualité de l'âme, son immortalité, la liberté humaine, les éléments de la morale.

2. — des actes libres des hommes peuvent changer et ont changé la marche des événements; influence d'une idée, d'un homme sur l'évolution d'un pays; si tout est fatal dans le monde, pourquoi l'effort de Lénine? pourquoi cette propagande ardente des communistes? Ils condamnent eux-mêmes leur propre principe.

3. — le travail n'est pas le seul agent de la valeur d'un objet; autres facteurs: sa rareté, son utilité, l'effort intellectuel qu'il représente, le risque des capitaux dans l'entreprise qui le produit; d'où les bénéfices du capital sont légitimes (cf. Plan n° 13).

4. — l'apologétique chrétienne établit les fondements rationnels de notre foi. Ce que l'Église a fait pour les pauvres: doctrine sociale de justice et de charité, œuvres nombreuses.

5. — les inégalités provocantes entre pauvres et riches, les misères imméritées du prolétariat, l'Église les a toujours dénoncées vigoureusement et elle offre les seuls moyens d'y remédier justement. Responsabilités des mauvais chrétiens qui trahissent le christianisme. L'erreur communiste, c'est l'emploi de la haine pour instaurer l'amour et la fraternité entre les hommes.

■ Utopies et petitesse de la cité communiste

1. — une certaine socialisation des biens de production est légitime, peut être même nécessaire au bien commun;

mais la suppression absolue de la propriété privée est antihumaine, antisociale, concrètement impossible.

2. — le profit personnel est un stimulant irremplaçable généralement: l'expérience russe le démontre.

3. — les sociologues catholiques n'ont cessé de répéter que le travail n'est pas une marchandise, mais une valeur humaine et surnaturelle;

réalisation utopique du principe: « de chacun selon ses moyens... », car l'égalité des moyens de subsistance malgré un travail inégal sera trop choquante; d'ailleurs, qui présidera à sa juste application?

4. — un plan minutieux de production et de consommation suppose le règne d'une bureaucratie toute-puissante, mais qui ne pourra suffire à sa tâche surhumaine.

5. — cette disparition de l'État apparaît une chimère quand on considère la nature de l'homme et les exigences de la vie en société.

6. — l'idée de patrie est profondément ancrée au cœur des hommes; l'histoire encore récente le montre; le socialisme international en vogue avant 1914 a été brisé par la guerre.

7. — le citoyen communiste: une bête de somme, sans personnalité, aux ambitions mesquines, ravalées, qui ne parviendra cependant pas à étouffer les hautes tendances indéracinables de l'âme humaine. Pour cause.

Bibliographie

Manuel antibolchevique, E. S. P., nos 207-208.

Cahier anticommuniste, E. S. P., nos 217-218.

Le Rêve communiste, E. S. P., n° 220.

Journées anticommunistes, E. S. P., nos 251-252 et 253.

DELAYE. — *Pour connaître le communisme* (éditions Spes).

MAURIAC, DUCATILLON, BERDIAEFF, DANIEL-ROPS, etc. — *Le Communisme et les Chrétiens* (éditions Plon).

Essai d'une somme catholique contre les Sans-Dieu, ouvrage de grande valeur, par une collaboration de compétences (éditions Spes), 558 pages, 15 francs.

Petit manuel de restauration sociale

I. — Restauration rurale

10. Par quoi doit commencer toute rénovation sociale?

Par l'agriculture, base économique d'une nation.

11. Pourquoi l'agriculture est-elle la base économique d'une nation?

1° Parce que la population rurale, par suite du taux élevé de sa natalité, est le réservoir de vie des nations et qu'elle assure ainsi le renouvellement et l'augmentation du capital humain;

2° Parce que l'agriculture tire chaque année du sol une quantité très considérable de richesses nécessaires à la vie, richesses qui fournissent une proportion importante de la matière qui alimente le commerce et l'industrie;

3° Parce que les agriculteurs sont les plus grands consommateurs de produits industriels; si bien que, lorsque le pouvoir d'achat du cultivateur est en baisse par suite de mauvaise récolte ou de l'effondrement du prix de ses produits, l'industrie et le commerce en subissent immédiatement le contre-coup et le ralentissement des affaires qui s'ensuit détermine le chômage et la crise générale. D'où le dicton: « Quand l'agriculture est prospère, tout est prospère, le marasme de l'agriculture entraîne le marasme général. »

12. Pour assurer la prospérité générale, quelle proportion devrait exister entre la population urbaine et la population rurale?

La population rurale devrait être *au moins aussi nombreuse* que la population urbaine.

13. Cette proportion est-elle gardée dans la province de Québec?

Non. Depuis 1911, la population des villes a pris le pas sur celle des campagnes; au recensement de 1931, la première était de 63.1 pour cent, alors que l'autre était tombée à 36.9 pour cent de la population totale. Si l'on compare ces chiffres à ceux du Canada (44.37% d'urbains et 55.63% de ruraux en 1931) et des États-Unis (56.2% d'urbains et 43.8% de ruraux en 1930), l'on est forcé de conclure que la province de Québec est actuellement un des pays les plus industrialisés du monde entier.

Cette situation n'est guère favorable à l'avenir de la race: le taux de natalité a baissé de 38 par mille, en 1921, aux environs de 25 par mille, en 1936. Par ailleurs, l'industrie et le commerce ont à en souffrir, parce que, ne trouvant pas chez nous un marché national assez important pour l'écoulement de leurs produits, nos hommes d'affaires sont obligés de restreindre la production, ce qui détermine le chômage et la baisse des salaires chez les ouvriers.

14. Quel genre d'agriculture favorise le mieux la prospérité générale?

Celui qui permet au plus grand nombre de cultivateurs de vivre de la terre sans toutefois encombrer le marché.

L'ordre corporatif en Suisse

(Suite de la page 1)

entre les différentes branches de l'économie du pays. S'il donne aux corps professionnels une liberté et une autonomie réelles, tout en imposant une discipline à chacun de ses membres dans l'intérêt de la profession, il favorise en même temps la « désétatisation » en prenant à sa charge les tâches économiques et sociales que lui remet l'État. Il confie aux cantons une responsabilité qu'ils se sont laissés ravir petit à petit par l'étatisme centralisateur.

Est-ce aller trop loin ou trop vite que d'entrevoir le moment où les corporations régleront ces rivalités acharnées entre patrons d'une même branche d'industrie, qui précipitent le métier dans la crise et les difficultés? Concurrence déloyale, fraude, délit, publicité mensongère; bref, toute l'importante et brûlante question de la concurrence et de l'assainissement du marché!

Pourquoi ne pas admettre, comme c'est le cas des chambres de commerce ou d'agriculture en France, que les corporations pourront être chargées de travaux d'utilité publique ou professionnelle? N'auront-elles pas également la possibilité de lutter contre le trop grand nombre d'intermédiaires et de constituer des groupes assez forts pour di-

minuer les frais généraux de chacun et, par conséquent, la cherté de la vie? Ne seront-elles pas appelées à stimuler la création de coopératives d'achat et de vente, faisant bénéficier tous leurs membres de moyens techniques, d'initiatives et de résultats dont ils n'auraient jamais pu profiter s'ils étaient restés isolés.

Ne leur appartiendra-t-il pas aussi d'organiser, peu à peu, le crédit professionnel et d'éviter ainsi que la haute finance imprime sur l'économie nationale sa toute-puissante volonté? « L'argent au service de la production et non la production au service de l'argent », selon une formule frappante à laquelle on peut ajouter celle-ci, non moins vraie: la machine au service du métier et non le métier au service de la machine.

Enfin, les corporations n'auront-elles pas la responsabilité de fonder et de développer cette propriété collective du métier, faite des contributions patronales et ouvrières en vue des œuvres de prévoyance sociale et des fonds de réserve pour les temps de crise? Cette gestion commune aux copropriétaires, patrons et ouvriers, contribuera à créer des liens indiscutables entre tous les éléments du métier et à modifier, d'une façon sensible, les rapports économiques et moraux entre le capital, la direction technique et le travail.

(La fin au prochain numéro)

Contre le communisme

Tracts français de propagande

L'activité des communistes qui répandent partout leurs publications: tracts, feuillets, journaux, brochures, nous fait un devoir d'opposer à cette diffusion organisée de l'erreur celle de la vérité.

Nous avons fait venir de France plusieurs tracts que nous demandons à nos amis de répandre dans leurs milieux, ceux surtout qui sont travaillés par la propagande communiste:

1. **Les impressions d'un ouvrier mineur retour de Russie.** 5 sous la douzaine, 35 sous le cent.
2. **L'ouvrier est-il heureux en Russie?** 5 sous la douzaine, 35 sous le cent.
3. **Pour vous un communiste a osé** (les impressions d'André Gide). 8 pour 10 sous, 75 sous le cent.
4. **La vie en Russie** (le témoignage de sir Walter Citrine). 8 pour 10 sous, 75 sous le cent.

Tous ces prix sont franco

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, 1961, rue Rachel Est, Montréal